

Vers une banalisation du risque du virus du sida dans les représentations sociales et les comportements de la population adulte

L'enquête de 2001 avait souligné, par rapport à 1998, un relâchement des comportements de prévention et une modification sensible des représentations sociales du VIH. Trois ans plus tard, les évolutions sont moins tranchées, parfois contradictoires.

On observe en effet en 2004 une moindre visibilité du sida et la banalisation du sida commencée dès 1998 se poursuit, comme en témoigne le moindre recours aux CDAG, la moindre proximité à la maladie, la baisse de la proportion de répondants déclarant connaître une personne séropositive ou malade du sida et la réticence individuelle à l'égard des personnes séropositives.

Le sida fait aujourd'hui également moins peur, même si quatre répondants sur dix se considèrent toujours comme ayant un risque supérieur à la moyenne d'être contaminés.

Enfin, l'intérêt porté aux campagnes et les opinions à l'égard des personnes séropositives sont restés stables (à l'exception notable d'une dégradation de l'acceptation de travailler ou d'avoir des relations sexuelles protégées avec des séropositifs), tandis que l'adhésion à un recours au dépistage obligatoire diminue.

Tous ces éléments nous invitent donc plutôt à penser que le VIH s'est, en France, fondu dans l'univers du risque et de la santé, et qu'il n'est plus clairement associé à une maladie incurable et mortelle.

Par ailleurs, et ce malgré la généralisation de l'utilisation du préservatif au cours du premier rapport sexuel, le relâchement constaté de l'utilisation déclarée du préservatif entre 1998 et 2001 chez les multipartenaires et chez les jeunes n'a pas été corrigé en 2004. L'utilisation du préservatif reste donc à un niveau faible par rapport à 1998.

Aussi, du fait de l'augmentation de la proportion de multipartenaires et de répondants déclarant avoir eu un nouveau partenaire sexuel au cours des douze derniers mois, une partie plus importante de la population est en 2004 exposée au risque de transmission par le VIH.

Une analyse plus spécifique de la représentation sociale des jeunes âgés de 18 à 24 ans face au VIH/sida nous invite également à nous interroger sur les moyens d'augmenter leur sensibilisation à l'égard du VIH/sida.

Outre cet effet générationnel, les résultats restent en 2004 fortement marqués par l'influence du niveau d'instruction des répondants. Plus le niveau de diplôme est élevé, meilleures sont les connaissances, plus les attitudes sont tolérantes et meilleurs sont les comportements de prévention.

Aussi, la banalisation du sida et l'augmentation de la population exposée au risque de transmission posent la question de savoir s'il n'est pas temps de réorienter les campagnes de prévention en remettant le VIH/sida au cœur de ces campagnes et de communiquer spécifiquement sur les risques du VIH/sida, afin de redonner de la visibilité à l'épidémie en France.

L'enquête nationale a bénéficié de la coordination scientifique et du soutien financier de l'Agence nationale de recherches sur le sida et les hépatites virales (ANRS), du soutien financier de la Fondation de France et de l'Institut national pour la prévention et l'éducation à la santé (Inpes). ■

Master 2^e année Économie-gestion

Responsable

Françoise Benhamou, professeur des universités

Quatre spécialités

- Gestion des risques environnementaux et sanitaires (responsable : Olivier Beaumais)
- Économie et gestion des risques financiers (responsable : Paul-Jacques Lehmann)
- Expertise et diagnostic des stratégies industrielles (responsables : Jean-Pierre Thuillier et Arsène Rieber)
- Diagnostic social (responsables : Célestin Mayoukou et Gérard Duthil)

Descriptif de la formation

Compétences requises à l'entrée

Cette mention est *a priori* adaptée aux étudiants issus d'un master 1 (ou maîtrise) de sciences économiques et/ou de sciences économiques et de gestion. La commission pédagogique de la mention propose aux étudiants issus d'autres maîtrises de suivre des compléments d'enseignement choisis parmi la liste proposée en master 1 de sciences économiques, en fonction des lacunes identifiées.

Compétences acquises dans la formation

- Un ensemble d'outils communs (économie, analyse de données, utilisation des systèmes de gestion des bases de données, épistémologie économique, etc.).
- Des connaissances spécifiques à chacune des spécialités.

La formation permet d'acquérir, outre des compétences directement utilisables (techniques quantitatives, connaissances techniques propres à chacune des spécialités), les qualités qui font l'originalité de la formation universitaire : l'autonomie de travail, le sens de l'initiative, l'esprit critique et l'adaptabilité. Ces qualités sont stimulées par les travaux d'études personnels, les mémoires, mais aussi par l'accès aux techniques modernes de communication, par l'apprentissage de la recherche documentaire et de données. L'accent est mis sur le travail écrit, mais aussi sur les présentations orales, dont la maîtrise est de plus en plus valorisée.

expertise économique et gestion des risques

Université de Rouen

Présentation générale

L'intitulé de la mention « expertise économique et gestion des risques » renvoie à une évolution de nos sociétés et de nos économies où le risque prend, avec le développement, une place de plus en plus sensible qui se décline au niveau régional, national, européen et international. Cela vaut pour les risques environnementaux et industriels (catastrophe AZF), pour les risques financiers (évolution des marchés financiers, etc.), pour les stratégies industrielles (risques positifs et négatifs liés aux orientations d'activité, par exemple Vivendi) ou encore pour la gestion des risques sociaux (santé, chômage, vieillesse). Cette évolution structurelle s'accompagne de l'émergence de métiers spécifiques : gestionnaires du risque ou des situations d'occurrence du risque, dans les grandes entreprises industrielles et/ou de service, dans le secteur de l'agriculture (épisode de la vache folle, changement climatique, etc.), gestionnaires de portefeuilles, chargés d'étude dans les salles de marchés, chargés d'étude dans les services économiques (prospectives macro ou méso-économique) des grandes entreprises ou des banques, ou encore chargés de mission auprès d'associations de réinsertion par l'emploi, ou de micro-finance.

Contenu de la formation

Unité d'enseignement fondamental (32 h et 4 ECTS par cours) : toutes les spécialités (2 cours au choix pour le M2 recherche ; l'ensemble des cours pour les M2 prof.)

- Économie du risque et de l'incertain
- Analyse des données
- Problèmes d'actualité économique
- Épistémologie économique

Unité d'enseignement spécialisé (32 h et 4 ECTS par cours) : (3 cours au choix pour le M2 recherche ; l'ensemble des cours pour les M2 prof.)

Spécialité : Gestion des risques environnementaux et sanitaires

- Droit économique
- Diagnostic et appréhension des risques industriels
- Économie de l'assurance
- Sociologie du risque
- Droit des assurances

Spécialité : Expertise et diagnostic des stratégies industrielles

- Économie spatiale et organisation des territoires
- Économie de la culture et de l'information
- Sociologie du risque
- Diagnostic financier de l'entreprise

Spécialité : Économie et gestion des risques financiers

- Politique monétaire et financière
- Économétrie des marchés financiers
- Finance d'entreprise
- Économie de l'assurance
- Opération de crédit (droit bancaire)
- Droit des assurances

Spécialité : Diagnostic social

- Financement des projets sociaux et microfinance
- Politique sociale et de santé en France et en Europe
- Économie des inégalités
- Économie de la protection sociale

Ou Unité d'enseignement fondamental (32 h et 4 ECTS par cours) : spécialité DS uniquement (2 cours au choix pour le M2 recherche ; l'ensemble des cours pour les M2 prof.)

- Fondements philosophiques de l'intervention sociale
- Problèmes d'actualité économique
- Économie de la santé
- Cadre juridique de l'action sociale

Pour le M2 professionnel : 2 unités supplémentaires obligatoires

● **Unité d'enseignement professionnel** (stage de 12 semaines, 20 ECTS)

● **Unité d'enseignement complémentaire** (langue vivante, 4 ECTS + techniques de présentation orale, 4 ECTS)

Pour le M2 recherche : 1 unité supplémentaire obligatoire

● **Unité d'enseignement recherche** (mémoire 30 ECTS + séminaire 10 ECTS)

Les étudiants de chaque spécialité de M2 recherche pourront librement choisir de suivre les enseignements de langue et de technique de présentation orale. Le TD d'analyse des données est vivement conseillé.

Débouchés dans la recherche

Les étudiants ayant obtenu un master recherche peuvent poursuivre leurs études en doctorat. Les projets de recherche doivent s'inscrire dans les spécialités fortes proposées : risques environnementaux, risques financiers, diagnostics industriels, diagnostics sociaux, économie de la culture et des médias. Ces spécialités s'appuient directement sur les thématiques de recherche du Centre d'analyse et de recherche en économie (Care, EA-2260), partie prenante de notre école doctorale. Les travaux du Care s'organisent autour de trois axes : Politiques publiques et économie de l'environnement, Intégration régionale et concurrences territoriales, Microfinance et économie solidaire.

Débouchés professionnels

Quelques exemples de débouchés selon les spécialités :

Gestion des risques environnementaux et sanitaires : gestionnaire du risque, chargé de communication sur les risques, responsable environnement, chargé de projet, gestionnaire des ressources naturelles, analyste, consultant...

Économie et gestion des risques financiers : analyste financier, analyste scoring, consultant, chargé d'études financières...

Expertise et diagnostic des stratégies industrielles : analyste, chargé de projet de développement, chargé d'études, consultant

Diagnostic social : chargé de mission, directeur d'association, responsable CCAS, coordinateur de dispositif d'insertion, consultant, enseignement

Coordonnées

M. Methenni
Université de Rouen
Faculté de droit, de sciences économiques et de gestion
3 avenue Pasteur
76186 Rouen Cedex
Téléphone : 02 32 76 96 57
Télécopie : 02 32 76 96 63
Courriel : methenni@univ-rouen.fr
www.univ-rouen.fr/droit-secco-gestion/